Initiatives ministérielles

Nous avons City TV, le canal 7, dont la programmation du samedi et du dimanche matin est entièrement consacrée à la télévision multiculturelle. Global fait la même chose. À Hamilton, d'où vient mon collègue, CHCH TV fait la même chose aussi.

Par conséquent, je défie le ministre de nous dire pourquoi nous ne donnons pas de temps d'antenne à ces minorités ethniques. Nous ne devrions pas les appeler minorités ethniques, pour commencer. Nous devrions les appeler éléments ethniques différents du Canada parce que je suis fier d'être Canadien d'abord et d'avoir des racines et un patrimoine différents.

M. Lapierre: Tant mieux pour vous.

M. Karygiannis: Mon collègue du Bloc québécois dit tant mieux pour moi. Monsieur le Président, c'est bon pour moi parce que j'ai choisi le Canada et je veux lutter pour le garder uni même si le député veut le diviser. Il veut briser le Canada en deux et l'éventrer.

M. Lapierre: J'ai lutté au dernier référendum et vous m'avez trahi.

M. Karygiannis: Vous avez lutté au dernier référendum et je vous ai trahi. Je ne vous ai pas trahi parce que dans la commission mise sur pied par les libéraux du Québec, qui sont dans la manche du premier ministre de la province, on ne trouve pas un seul député qui parle pour les anglophones. Dans la commission Spicer, cette commission bidon que le premier ministre a mise sur pied, on ne trouve pas un seul représentant qui parle. . .

M. Gustafson: Vous verrez.

M. Karygiannis: Mon collègue dit: «Vous verrez.» Je suis sûr que le résultat sera le même que celui du lac Meech qui a complètement échoué.

J'ai déjà parlé de notoriété. Le gouvernement est tristement notoire pour sa façon dont il embobine les Canadiens. Dans notoriété il y a «no» et «Tory» et pour ceux qui parlent anglais c'est clair, monsieur le Président.

Je suis fier de prendre la parole à la Chambre pour parler d'unité. Aux députés qui pensent que l'unité est quelque chose qu'il faut réprouver, je peux dire qu'il y en a parmi nous, les nouveaux arrivés, qui vont se lever et dire «ça suffit». En l'an 2000, nous serons 50 p. 100 à être ni anglais ni français d'origine et nous dirons que nous voulons maintenir l'unité de ce pays. Il y en a parmi nous

qui ne choisiront pas la division; il y en a qui se battront jusqu'au bout.

M. Lapierre: Trop tard.

M. Karygiannis: Mon collègue du Québec dit «Trop tard». Je lui rappelle, comme je rappelle au Bloc québécois, monsieur le Président, que le dernier sondage révèle que seuls 37 p. 100 des Québécois pensent comme lui. Je me demande ce que les autres, les 63 p. 100 de la population. . .

Une voix: Oh, non.

M. Karygiannis: Votre popularité se situe à 37 p. 100. Donc, 63 p. 100 de la population du Québec. . .

M. Gustafson: Tous des conservateurs.

M. Karygiannis: «Tous des conservateurs», dit-il. Il rêve. Est-ce que ce sont des conservateurs de notoriété, comme je les définissais plus tôt?

Nous voulons maintenir l'unité, mais pas le député, et je vais lui dire ce que va lui faire la population canadienne, elle va lui faire prendre une retraite anticipée.

Je vais citer ce que disais le premier ministre le 31 juillet 1990: «Je ne permettrais pas qu'il se désagrège et je ne l'abandonnerai à personne.» Pourtant, il n'a rien fait d'autre, c'est le premier ministre de la division. Il voulait se faire élire, alors il s'est rendu au Québec pour discuter avec les députés qui se prétendaient fédéralistes. Nous avons vu ce qui est arrivé à un de ces députés. Nous les avons vu quitter les banquettes du gouvernement pour aller rejoindre le Bloc québécois de ce côté-ci de la Chambre. Ces députés sont venus siéger de ce côté-ci parce que le premier ministre ne pouvait pas tenir la promesse qu'il leur avait faite.

Il a vendu le Canada pour pouvoir former le gouvernement, et il va tenter encore de refaire le même coup. Mais cela ne marchera pas cette fois, monsieur le Président.

Mon collègue qui demande si les Canadiens ont un chef. Je lui dis que les Canadiens ont effectivement un chef au sein du Parti libéral.

Une voix: Oh, oh!

M. Lapierre: Voyez ce que disent les sondages.

M. Karygiannis: Je verrai ce que disent les sondages et vous feriez bien d'en faire autant. D'ici l'an 2000, 50 p. 100 des Canadiens. . .